21 octobre 1880

Circulaire relative aux écoles normales primaires : service de l'école annexe ; service de surveillance

Jules Ferry

Source : *B.A.M.I.P.* n° 459, p. 1398-1403.

Texte très important car il définit ce qu'est un professeur d'école normale, qui n'est pas un professeur de lycée. L'ordre établi dans la société, même si ce n'est plus par la « Providence » comme dans un passé très récent, est toujours aussi sanctuarisé par les Républicains opportunistes de 1880 : les enseignements primaire et secondaire doivent rester séparés. C'est à un rappel à l'ordre que ce texte soumet les anciens maîtres adjoints devenus professeurs.

Monsieur le Recteur,

Le décret du 5 juin dernier, qui a créé le titre de professeur d'école normale, a eu pour objet de confier l'éducation professionnelle de notre personnel primaire enseignant à des maîtres qui se distinguent à la fois par la solidité de l'instruction et par l'aptitude pédagogique. J'ai lieu de craindre que quelques personnes ne se soient méprises sur la pensée qui a fait instituer cette sorte d'agrégation primaire, et je crois devoir prévenir, non seulement par des explications, mais par des mesures efficaces, un malentendu de nature à fausser le caractère de l'institution nouvelle.

Deux indices principaux m'ont paru trahir ce malentendu. On m'a demandé de décharger les *professeurs* de deux sortes d'obligations : d'abord la direction de l'école annexe, qui serait désormais confiée à de simples instituteurs ; ensuite, la participation à la surveillance et à la vie intérieure de la maison, ce qui entraînerait la création d'emplois spéciaux de maîtres surveillants étrangers à l'enseignement.

En me prêtant à ce double désir, je croirais, Monsieur le Recteur, compromettre gravement l'avenir de nos écoles normales.

Sur le premier point, en ce qui concerne l'enseignement, quiconque s'est rendu compte de la fonction essentielle de l'école normale dans notre organisme scolaire comprendra que ni le ministre, ni le Conseil supérieur n'ont pu avoir l'intention d'introduire dans ces établissements les méthodes, l'esprit et les formes de l'enseignement des lycées ou des facultés. Par le titre de « professeurs » nous n'entendons pas autoriser les maîtres-adjoints ou les maîtresses-adjointes à prétendre professer au lieu d'enseigner, à prendre leur modeste classe pour un auditoire et à se croire quittes envers leurs élèves après qu'ils leur auront fait quelques heures de cours *ex cathedra*. La nature même des épreuves exigées pour le nouveau titre indique assez que la première qualité requise chez le candidat, c'est le talent d'approprier son savoir, ses leçons, sa manière d'exposer aux conditions très particulières de l'enseignement des écoles normales.

Bien loin de chercher à se distinguer du personnel de l'enseignement primaire, le véritable maître-adjoint doit être, dans toute la force du terme, un instituteur qui excelle à en former d'autres. Sa supériorité consiste, non à dépasser l'enseignement primaire, mais à s'y enfermer avec le ferme propos d'y dépenser tout ce qu'il a en lui de science et de dévouement. Pourquoi mérite-t-il d'être appelé professeur d'école normale ? C'est parce qu'il unit à son fonds de savoir une telle connaissance et un tel amour des enfants, des enfants du peuple en particulier, qu'il est en état de communiquer à d'autres l'art de les instruire, disons mieux, l'art de les élever. Ce n'est pas un maître de grammaire ou d'arithmétique, dont la tâche finit avec la leçon, c'est un éducateur : il n'est content de lui-même que lorsqu'il a mis dans l'âme des jeunes gens les qualités, les idées et les sentiments nécessaires pour qu'ils soient dignes d'être instituteurs, c'est-à-dire, pour qu'ils veuillent et sachent faire, à leur tour, de l'enseignement primaire une éducation et de la plus humble école de hameau un foyer de la vie nationale.

Si telle est la mission des professeurs d'école normale, peut-on songer à leur enlever la direction de l'école annexe pour la confier comme un service subalterne à de simples instituteurs pris au dehors ? En supposant ces instituteurs aussi capables qu'on peut le souhaiter, ne voit-on pas l'inconvénient de ce divorce entre l'enseignement théorique des méthodes et l'application quotidienne ? La pratique risquerait bien vite d'être peu d'accord avec la théorie ; les élèves-maîtres s'habituerait à séparer complètement la leçon de pédagogie de celle de l'école annexe : l'une serait l'idéal, l'autre la réalité. Et qui sait si l'instituteur chargé de l'annexe ne laisserait pas percer parfois quelque scepticisme au sujet

des méthodes perfectionnées que MM. les professeurs de l'école développent à leur aise, mais qu'ils n'expérimentent pas eux-mêmes ?

Tous ces dangers disparaîtront si, comme l'a voulu le Conseil supérieur la direction de l'école annexe fait partie intégrante des fonctions de professeur d'école normale.

Supposons tous les maîtres-adjoints pourvus du nouveau titre de professeur. Chacun d'eux, à tour de rôle, dirigera pendant une année l'école annexe ; il reviendra ainsi tous les quatre ou cinq ans se retremper dans cet humble milieu scolaire que l'enseignement théorique a pu lui faire perdre de vue ; il aura l'occasion de se retrouver en face des difficultés de la pratique ordinaire, de rechercher des perfectionnements nouveaux et de nouvelles améliorations dans la méthode ou dans la discipline, de s'ingénier à donner encore plus de simplicité, plus de clarté, plus d'animation à l'enseignement populaire. En redevenant pour un temps instituteur sous les yeux de ses propres élèves, il voudra être instituteur modèle, et il est difficile de dire si c'est le professeur qui rendra plus de services à l'école annexe ou l'école annexe au professeur.

C'est de ce système, Monsieur le Recteur, que nous devons tendre à nous rapprocher. Je ne vous prescris pas de l'improviser en bouleversant les cadres actuels ; mais graduellement, à mesure que s'accroîtra le nombre des maîtres et maîtresses pourvus du titre de professeur, je vous prie d'organiser le service d'après cette règle : que l'école annexe n'est point réservée au dernier arrivé, ou au plus jeune, ou au moins bien noté ; que c'est le privilège et le devoir de tous d'y passer successivement et d'y marquer la trace de leur passage, de telle sorte que, dans un court avenir, cette sorte d'école devienne vraiment le modèle des écoles primaires.

Si cette rotation dans le service de l'école annexe me paraît utile pour rappeler toujours à son but essentiellement primaire l'enseignement normal, la participation du personnel à la vie intérieure de l'établissement me semble plus nécessaire encore pour ne pas laisser perdre cet esprit de famille qui est un des plus précieux caractères de nos écoles normales.

Sans doute la surveillance, tout au moins celle des dortoirs, est souvent une charge pénible qui rebute les meilleurs maîtres. Les Chambres ont à plusieurs reprises témoigné à cet égard leur sollicitude pour le personnel des écoles normales ; en dernier lieu elles ont voté un crédit pour la création d'emplois nouveaux, en invitant l'administration à étudier quelle devrait être la nature de ces emplois. L'enquête à laquelle j'ai procédé ne m'a pas laissé de doute : faire entrer dans nos écoles normales des surveillants étrangers à l'enseignement, des maîtres d'études inférieurs aux professeurs, qui seraient nécessairement mal rétribués, qui n'auraient ni titres ni avenir dans l'établissement, ce serait une innovation extrêmement grave, dangereuse pour l'esprit même de l'école, presque fatalement destinée à altérer cette simplicité de vie et ce régime en quelque sorte démocratique qui conviennent à l'éducation de nos jeunes instituteurs. Je ne m'y résoudrais qu'à défaut de tout autre moyen d'améliorer la situation des professeurs. Or, je crois pouvoir y arriver par des voies moins périlleuses et aussi rapides.

D'abord, j'ai multiplié et, sûr de l'assentiment des Chambres, je multiplierai encore, s'il le faut, le nombre des maîtres-adjoints titulaires ou délégués, de façon à alléger, pour la discipline comme pour l'enseignement, le service de chacun d'eux.

Ensuite j'ai donné les ordres les plus formels pour que, tant dans les nominations que dans les mutations, ou s'arrange le plus possible de manière à donner à chaque école normale un ou deux maîtres célibataires que l'habitation à l'intérieur et la surveillance du dortoir n'incommodera pas.

J'autoriserai même, toutes les fois qu'elles se présenteront, les combinaisons temporaires et locales qui permettront d'associer à la surveillance des auxiliaires en quelque sorte bénévoles. Ainsi il peut arriver qu'un élève-maître, sorti récemment de l'école normale et placé dans la ville même comme instituteur adjoint, soit bien aise de conserver à l'école le gîte et le coucher en échange des services qu'il pourrait y rendre, services d'autant plus faciles que ses anciens camarades ne verraient point en lui un étranger.

Une autre amélioration, que je cherche en ce moment à réaliser partout, est d'assurer aux professeurs des avantages de logement qui leur rendent de moins en moins pénible le séjour de l'école et le soin de la surveillance. Les prescriptions de ma circulaire du 5 juillet dernier amèneront ce résultat : j'ai invité la commission des bâtiments scolaires à étudier la question au point de vue technique ; très prochainement, je l'espère, dans toutes les écoles normales, le maître ou la maîtresse chargée de la

surveillance aura dans le dortoir même une sorte de chambre distincte, en attendant que les élèves eux-mêmes y aient chacun leur petite installation individuelle.

Enfin, et c'est là ma principale raison d'espérer pour nos maîtres un très grand allègement dans le service disciplinaire, je suis convaincu que vous parviendrez sans peine, Monsieur le Recteur, à faire comprendre aux directeurs et aux directrices, ainsi qu'aux commissions de surveillance, qu'une école normale ne doit pas être assimilée à un internat de jeunes élèves, mais qu'il y faut développer chez les futurs instituteurs et les futures institutrices le sentiment de la responsabilité personnelle. Si l'apprentissage de la liberté a quelque part sa place légitime, c'est assurément dans un établissement spécial, où les jeunes gens ne sont entrés qu'après avoir pris vis-à-vis de l'État les engagements les plus sérieux et d'où ils ne sortent que pour aller aussitôt les remplir.

Je ne puis m'expliquer, par exemple, que l'on croie nécessaire d'entourer les élèves-maîtres de troisième année des mêmes précautions et des mêmes prohibitions minutieuses qui seraient tout au plus utiles pour des pensionnaires de collège ; je verrais, au contraire, avec le plus grand plaisir, la surveillance se faire à l'école normale en très grande partie par les soins des élèves eux-mêmes, de ces élèves qui, demain, seront des maîtres. Comment ne voit-on pas que, pour les jeunes filles comme pour les jeunes gens, il y a, une transition à ménager aux approches de ce régime de pleine liberté où les uns et les autres vont se trouver jetés après leur sortie de l'école ? S'il était vrai qu'il fallût, jusqu'à la veille de leur départ, les surveiller en classe, les surveiller en étude, les surveiller en récréation, les surveiller au dortoir, si même en troisième année ils n'inspiraient pas assez de confiance pour qu'on cessât de les traiter comme des enfants, il en faudrait conclure qu'ils ne sont pas mûrs pour la vie où ils entrent, qu'ils ne sont pas armés pour la lutte de tous les jours qui les attend.

Mais je n'insiste pas : l'opinion générale du personnel enseignant, d'accord avec celle de l'administration, m'est un sûr garant des transformations qui se préparent dans le régime des écoles normales. Et l'un des meilleurs résultats de cet accroissement graduel de liberté donné aux élèves-maîtres sera de faciliter singulièrement la tâche des maîtres-adjoints. Un règlement intérieur de la maison, bien fait, bien expliqué aux élèves, ne gênant la liberté de chacun que dans la mesure où l'exige manifestement l'intérêt commun, plaçant le bon ordre général sous la sauvegarde du bon esprit et du bon vouloir de tous, rendra superflue l'intervention des professeurs dans une foule de détails et leur fera bientôt trouver dans les élèves eux-mêmes leurs plus sûrs auxiliaires pour le maintien de la discipline.

Grâce à ce régime, le maître-adjoint devenu professeur, bien loin de redouter comme une charge la participation à la vie intérieure de la maison, sentira tout ce qu'il perdrait d'autorité morale à s'en isoler et ne demandera qu'à s'associer de plus en plus intimement à l'œuvre du directeur et à la fortune de l'école. Cet attachement à la maison, cet esprit d'affectueuse solidarité est la première condition de succès de nos établissements pédagogiques : la meilleure école normale à mes yeux, celle dont j'attends le plus pour le présent et le plus pour l'avenir, est celle qui se sera fait le plus aimer de ses élèves et de ses maîtres.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de me faire savoir les mesures que vous comptez prendre pour vous y conformer.

Recevez,...